Discours du 9 décembre 2015

Cher.e.s collègues, dans un premier temps je me présenterai à vous brièvement, puis je ferai le point, selon moi, de la situation du CNU et plus particulièrement du rôle de sa commission permanente, et je terminerai en vous faisant part d'un certain nombre de dossiers qu'il me paraît essentiel de prendre en main rapidement et à discuter collégalement lors des prochaines commissions permanentes.

Je suis Jean-Paul DEROIN, professeur à l'Université de Reims. J'ai soutenu en 1990 une thèse à l'Université Pierre et Marie Curie financée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières – l'établissement public français en charge de la géologie – thèse portant sur l'utilisation des techniques spatiales pour la cartographie géologique, thème qui est toujours mon domaine de spécialité avec de nombreux projets de cartographie sur les cinq continents et avec les grandes agences spatiales internationales. Mon parcours m'a amené à fréquenter plusieurs universités françaises : à Orléans (en tant que professeur associé), à Bordeaux 3 Michel de Montaigne où j'ai été responsable d'un DESS pendant 8 années, à l'université de Marne la Vallée (au sein du laboratoire Géomatériaux et Environnement) et enfin à l'université de Reims Champagne-Ardenne où j'ai notamment dirigé la faculté des sciences.

Durant le mandat précédent j'étais vice-président collège A de la 36^e section « Terre solide, enveloppes supérieures, paléobiosphère », en bref « géologie et paléontologie ». A ce titre j'ai participé aux réunions de la CP-CNU ces quatre dernières années. J'ai l'honneur d'être le candidat présenté par le SNESUP, qui a tant œuvré pour le CNU et particulièrement la CP-CNU durant le mandat de sa très efficace présidente Dominique Faudot. J'espère fédérer au-delà des appartenances syndicales toutes celles et tous ceux qui sont attaché.e.s au statut national des enseignants-chercheurs.

Il me paraît important de rappeler que le bureau de la CP-CNU que vous allez élire aujourd'hui a pour but de préparer les discussions des séances plénières et d'animer la réflexion notamment sous la forme de groupes de travail qui seront ouverts à tous les volontaires. Ce bureau sera l'interlocuteur privilégié du Ministère, particulièrement de la direction générale des ressources humaines (DGRH), ainsi que de la conférence des présidents d'université, la CPU. Il sera complété par la désignation des membres au comité consultatif, désignation qui sera faite par chaque groupe.

Comme au cours du mandat précédent, je souhaite que des sensibilités différentes travaillent ensemble au sein du bureau de la CP-CNU. Faire vivre la collégialité dans toutes les missions du CNU est un enjeu crucial que je souhaite placer au coeur de mon mandat.

Etats des lieux

Notre statut d'enseignant-chercheur, celui de juin 1984, a été fortement retouché ces derniers temps par des lois que nous sommes nombreux à avoir combattues. La loi LRU également appelée loi Pécresse, en 2007, a mis sur le tapis, entre autres, la problématique de la **modulation de services**. La Loi du 22 juillet 2013 (dite loi Fioraso) – complétée par les décrets de septembre 2014 – modifie substantiellement notre statut. Dans ce contexte, le CNU reste **l'instance nationale décisionnaire** de l'Université pour la défense de nos **missions de service public**, la gestion nationale des carrières des enseignants-chercheurs, l'affirmation du lien enseignement et recherche, ainsi que la prise en compte de la diversité dans nos conditions d'exercice du métier. Nos disciplines sont diverses, il faut toutes les respecter : elles ont chacune leurs traditions, leurs écoles de pensée, leur fonctionnement spécifique, elles sont en constante évolution. Elles représentent tous les domaines intellectuels : art, lettres et langues ; sciences humaines et sociales ; sciences et technologies ; santé ; sport. N'oublions pas les problématiques interdisciplinaires, la **reconnaissance de l'interdisciplinarité** dans le processus de qualification étant l'un des succès du précédent mandat, même si la procédure de recours des candidats hors section peut encore être améliorée.

Les missions fondamentales du CNU sont la **qualification** aux fonctions d'enseignant-chercheur, l'attribution d'un contingent de **promotions** et de congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT), beaucoup trop peu nombreux malheureusement, et depuis 2014, l'expertise des demandes de **Primes d'Encadrement Doctoral et de Recherche**. Le suivi de carrière est instauré par le décret de septembre 2014 et il s'agit d'une mission nouvelle attribuée au mandat actuel du CNU. J'y reviendrai bien entendu un peu plus tard.

Le CNU est composée au 2/3 d'élus. C'est une grande force. Les collègues nommés font le même travail que les élus. Ils devraient dans l'idéal contribuer à un meilleur respect de la

parité, à mieux représenter les établissements d'ESR du territoire métropolitain comme des outre-mer et, au moins dans certaines disciplines à équilibrer les thématiques de recherche et d'enseignement, et notamment représenter d'éventuelles disciplines à faible effectif, sujet d'importance traité par la précédente CP-CNU. Mais une certaine opacité règne toujours autour de ces nominations, sans parler des multiples ratés encore observés cette année.

Le CNU est un **lieu essentiel d'expression** de la communauté universitaire. Il est le garant du statut de fonctionnaire d'Etat face aux pouvoirs locaux accentués par les lois de décentralisation, l'autonomie des universités et les regroupements que ce soit sous la forme de fusion ou de Communautés d'Universités et d'Etablissements, les trop fameuses COMUE.

Nous le savons tous, le CNU est aussi la cible d'attaques constantes visant à sa décrédibilisation, voire à sa disparition. Ainsi lors d'une discussion au Sénat en septembre 2013, un groupe parlementaire a demandé et obtenu au moins provisoirement la **suppression de la qualification**. Ces projets ont été en partie mis en échec par la mobilisation massive de la communauté universitaire et de la CP-CNU, mais ils réapparaissent régulièrement et de nombreuses dérogations à la qualification et à la détention de thèse ou d'HDR sont hélas apparues dans le dernier décret statutaire des EC.

La précédente CP-CNU a lutté contre **l'évaluation des enseignants-chercheurs** en imposant un moratoire avec expérimentation par quelques sections volontaires. Elle a obtenu une inflexion avec la transformation en « **suivi de carrière** ». Nous devons rester très vigilants car les objectifs officiels de cette nouvelle mission ne sont pas clairs et en aucun cas le suivi de carrière ne doit permettre une utilisation détournée par l'établissement, telle que la funeste **modulation des services**. Le suivi de carrière, s'il est mis en application, devrait être réalisé sur la base du volontariat et strictement restreint à des échanges entre l'EC et sa section CNU. Le contenu devrait alors être précisé par chaque section, la CP-CNU devant définir un cadre général. Nous devons donc travailler à trouver et avancer des pistes afin que ce suivi puisse être une aide réelle aux collègues en éventuelle difficulté (je pense par exemple aux 7000 EC – sur 50000 – n'ayant pas de rattachement « recherche », il ne faut pas les oublier !). Seule une **amélioration du service public d'enseignement supérieur et de recherche** devrait

être envisagée, et non une mise en concurrence des enseignants-chercheurs, des composantes, des équipes de recherche et des établissements.

La **Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche** est une prime éminemment inégalitaire. Alors que dans d'autres branches de la fonction publique l'augmentation de certaines primes a compensé partiellement le gel du point d'indice, il n'en est rien dans l'ESR car la PEDR est attribuée à un nombre restreint de collègues, sans aucune égalité de traitement sur le territoire. La CP-CNU a pris en main depuis 2014 le processus d'évaluation afin que les choses se fassent dans la clarté et non dans des commissions opaques, mais cela reste très insatisfaisant.

Parmi ses missions, il me semble que le CNU devrait aussi reprendre la main sur les **changements de section** laissés désormais au bon vouloir des conseils académiques des universités. Ce qui induit des situations aberrantes et accentue la méconnaissance des effectifs réels des sections par le Ministère, problème sur lequel nous devons aussi nous pencher. Si vous en êtes d'accord, nous devons peser de tout notre poids sur le Ministère sur ces points comme sur bien d'autres.

Pour la qualification, le Ministère – *comme d'autres* – souligne que les activités d'enseignement sous tous leurs aspects – disciplinaires, interdisciplinaires, professionnalisant - ne sont pas nécessairement autant valorisées que les activités de recherche. Comme l'indiquait le rapport Schwartz en 2008 « *l'évaluation des enseignants-chercheurs se fait essentiellement sur le fondement de critères liés à la recherche, qui sont à l'heure actuelle plus faciles à appréhender* ». Il faut en effet lutter contre la bibliométrie comme seule source d'information, ignorant la plupart des différentes facettes de notre métier d'enseignant-chercheur : pédagogue, formateur, conseiller pour l'insertion professionnelle, scientifique bien entendu, mais aussi souvent vulgarisateur, médiateur, expert, administrateur, éditeur, rédacteur en chef, etc. La remarque sur la faible prise en compte des activités pédagogiques mérite, me semble-t-il, d'être entendue et étudiée collégialement, et ce thème pourrait faire l'objet d'un groupe de travail.

Conclusion

Le Conseil National des Universités et sa commission permanente ont globalement un rôle renforcé ces dernières années. Dans le contexte de pénurie budgétaire que nous connaissons nationalement dans **l'enseignement supérieur et la recherche**, il convient que des moyens soient clairement alloués à nos missions, sans revenir sur les conditions de fonctionnement antérieur, le Ministère semblant profiter de la transition entre deux bureaux de la CP-CNU pour revenir sur les conditions de prise en charge de nos missions notamment. Une discussion avec le Ministère me paraît indispensable concernant la budgétisation de chacune de nos missions et des conditions de travail correctes.

Le CNU et la CP-CNU ne sont **en aucun cas des instances d'accompagnement des réformes en cours ou futures**. La CP-CNU doit réaffirmer le rôle du CNU comme **instance nationale indépendante du pouvoir politique**, une instance collégiale, paritaire, majoritairement composée d'élus, respectueuse de sa diversité et de **l'indépendance de chacune de ses sections**, qui doit être force de propositions dans tous nos domaines de compétence.

Faire vivre la collégialité dans toutes les missions du CNU est un enjeu **crucial** que je souhaite placer au coeur de mon mandat, dans la transparence et en respectant une éthique irréprochable.

Merci de votre attention.